

Je l'ai déjà dit, nous avons tenté de présenter des offres jeudi dernier. Ces offres ont été rejetées, et nous alléguons que le syndicat a agi de mauvaise foi en s'adressant aux reporters de la télévision au lieu de répondre à notre demande.

La députée veut nous faire croire que c'est la frustration qui a fait réagir les fonctionnaires de façon inquiétante. Mais les choses vont beaucoup plus loin.

J'ai entre les mains un document de stratégie diffusé par l'Alliance aux chefs de grève et de piquets de grèves, pour expliquer ce qui s'est produit aujourd'hui: «Retardez les autobus le plus longtemps possible. Veuillez noter qu'il s'agit d'une activité illégale et que le corps policier interviendra. Tentez d'obtenir la collaboration des chauffeurs», et cetera.

• (1430)

La députée s'inquiète des travailleurs moins bien rémunérés, des femmes. On dit: «Utilisez les mêmes techniques pour diviser les gens. Notez le nom de tout le monde.» On ajoute: «Les membres de l'Alliance qui ne sont pas désignés ne. . .»

**M. le Président:** Le député de Winnipeg-Sud-Centre.

\* \* \*

[Français]

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires extérieures. Les Canadiens appuient la condamnation par le gouvernement du coup d'État à Haïti, mais nous nous soucions de la violence dans la Capitale. Il y a déjà plus de 130 morts dans ce pays. Quelles mesures le gouvernement va-t-il prendre pour assurer la sécurité des milliers de Canadiens dans ce pays? Va-t-il demander une intervention internationale pour restaurer la démocratie à Haïti?

**L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures et ministre d'État (Affaires indiennes et Nord canadien)):** Monsieur le Président, je pense que le peuple canadien, le gouvernement et tous les députés de cette Chambre ont été offusqués, déçus pour le peuple haïtien qui encore une fois a subi l'outrage d'un coup d'État. Nous avons réagi très fermement. La secrétaire d'État, ma collègue, hier a communiqué à notre représentant permanent à l'OÉA d'étudier avec le comité permanent les possibilités d'une intervention possible des membres

## Questions orales

de l'OÉA, de façon à pouvoir aider le peuple haïtien. Également, le message a été donné au secrétaire général des Nations Unies par l'intermédiaire de notre ambassadeur de voir quelles étaient les mesures que pouvaient prendre également les Nations Unies pour supporter le peuple haïtien.

Quant à moi, ce matin, en gestes très virulents de réprobation, j'ai annoncé l'annulation de toute planification d'aide bilatérale qui était en pourparlers avec le gouvernement d'Haïti. Mais par contre, nous allons continuer à supporter le peuple haïtien dans sa démarche vers la démocratie, et ça en fonction de toutes les objections qui remettent tout en question.

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, comme je l'ai dit, nous appuyons la position du gouvernement quant au coup d'État.

[Traduction]

Ma question s'adresse au premier ministre. Dans le discours qu'il a prononcé à Stanford, le premier ministre a dit que la promotion des droits de la personne devait maintenant prendre le pas sur les considérations de souveraineté nationale.

En l'occurrence, le Canada ne devrait-il pas demander au Conseil de sécurité des Nations Unies ou au conseil de l'OEA d'intervenir directement en Haïti pour y protéger les droits de la personne et y restaurer la démocratie?

Nous ne demandons pas simplement une annulation de l'aide aujourd'hui, mais une intervention directe qui s'appuie sur le principe énoncé dimanche par le premier ministre.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, comme la ministre vient de le dire, c'est avec inquiétude, mais aussi avec horreur, que le gouvernement et, j'en suis certain, le Parlement du Canada ont pris connaissance des gestes illégaux et antidémocratiques qui ont été posés en Haïti. Une fois encore, le peuple haïtien est privé des droits fondamentaux que l'on reconnaît à la personne. La ministre a, par conséquent, annoncé notre intention de suspendre toute forme d'aide à Haïti.

Hier soir, j'ai reçu un appel du président du Venezuela, M. Carlos Andrés Pérez, avec lequel nous nous étions mis en rapport pour organiser le départ d'Haïti du président Aristide. Nous avons aussi discuté de certaines des mesures proposées par mon collègue.

Dans cet hémisphère où la démocratie a connu un essor remarquable, notamment depuis 10 ou 15 ans, il est